

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2021/30882]

28 MARS 2021. — Loi portant assentiment au Protocole portant amendement du Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS) et à la Déclaration conjointe des parties, faits à Luxembourg le 8 juin 2017 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole portant amendement du Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS) et la Déclaration conjointe des parties, faits à Luxembourg le 8 juin 2017, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 3. Le document énumérant des données supplémentaires visé à l'article 5, alinéa 2, du Traité, tel qu'amendé par le Protocole, qui a été approuvé par l'Assemblée générale, sortira son plein et entier effet.

Les modifications apportées au document énumérant des données supplémentaires visé à l'article 5, alinéa 2, du Traité, tel qu'amendé par le Protocole, conformément à l'article 19 du Traité, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 mars 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires étrangères,
S. WILMES

Le Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):
Documents: 55-1479.
Rapport intégral: 18/02/2021.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2021/30882]

28 MAART 2021. — Wet houdende instemming met het Protocol tot wijziging van het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS) en de Gemeenschappelijke verklaring van de partijen, gedaan te Luxemburg op 8 juni 2017 (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol tot wijziging van het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS) en de Gemeenschappelijke verklaring van de partijen, gedaan te Luxemburg op 8 juni 2017, zullen volkomen gevolgd hebben.

Art. 3. Het document met aanvullende gegevens, zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid, van het Verdrag, zoals gewijzigd bij het Protocol, dat goedgekeurd werd door de Algemene vergadering, zal volkomen gevolgd hebben.

De wijzigingen die aangebracht worden in het document met aanvullende gegevens bedoeld in artikel 5, tweede lid, van het Verdrag, zoals gewijzigd bij het Protocol, overeenkomstig artikel 19 van het Verdrag, zullen volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 maart 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
S. WILMES

De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):
Stukken: 55-1479.
Integraal verslag: 18/02/2021.

Protocole portant amendement du Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS)

Preamble

Les États parties au Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS), signé à Luxembourg, le 29 juin 2000,

sont convenus des dispositions suivantes :

Article I

1. L'article 1 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 1

Au sens du présent Traité on entend par :

1. « *Partie* »,
un quelconque État qui est partie du Traité, c.-à-d. soit une partie contractante, soit une partie adhérente au Traité ;
2. « *tiers* »,
un quelconque État qui n'est pas une partie du Traité au sens de l'article 1.1 ou une institution supranationale de droit public qui utilise le système EUCARIS pour un échange de données en vertu soit d'un acte juridique de l'UE, soit d'un accord bilatéral ou multilatéral ;
3. « *autorités centrales* »,
les autorités des Parties qui sont responsables de la gestion des banques de données centrales relatives aux véhicules et aux permis de conduire ;
4. « *prescriptions nationales* »,
toutes les règles juridiques et administratives d'une Partie pour l'exécution desquelles les autorités centrales de cette Partie sont responsables, intégralement ou partiellement, en matière :
 - a) d'immatriculation ou d'enregistrement de véhicules, et
 - b) de délivrance et d'enregistrement de permis de conduire ;
5. « *données personnelles* »,
toutes les informations relatives à une personne physique déterminée ou susceptible d'être déterminée.

2. L'article 2 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 2

- 1. Les autorités centrales mettent au point et tiennent à jour un système commun pour l'échange de données relatives aux véhicules et aux permis de conduire, ci-après dénommé « Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire », connu sous le nom « EUCARIS ».

- 2. L'objet du système EUCARIS consiste :
 - i) à garantir l'exactitude et la fiabilité des banques de données centrales des Parties relatives aux véhicules et aux permis de conduire ;
 - ii) à contribuer à prévenir, à rechercher et à poursuivre les infractions contre les lois des différents États dans le domaine des permis de conduire, de l'enregistrement de véhicules et d'autres fraudes et actions criminelles en relation avec des véhicules ;
 - iii) à échanger rapidement les informations afin d'augmenter l'efficacité des mesures administratives que les autorités compétentes ont engagées en conformité avec les prescriptions nationales des Parties, et
 - iv) à être à disposition des Parties et des tiers pour effectuer un échange de données en vertu soit d'un acte juridique de l'UE, soit d'un accord bilatéral ou multilatéral autre que le présent Traité.
- 3. L'article 3 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 3

Dans le cadre du système EUCARIS, les autorités centrales rendent possible l'accès réciproque à une partie déterminée des données enregistrées dans les banques de données relatives aux véhicules et aux permis de conduire des Parties.

À cette fin, chaque autorité centrale dispose de son propre matériel informatique qui, grâce à l'utilisation de logiciels communs permet l'accès aux données de ses propres banques de données centrales relatives aux véhicules et aux permis de conduire aux fins de la réalisation de l'objet du Traité, et rend accessible les données des banques de données centrales relatives aux véhicules et aux permis de conduire des autres Parties.

- 4. L'article 4 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 4

Aux fins de la réalisation des objets définis à l'article 2, alinéa (2), points i) à iii), les autorités centrales sont tenues, en prenant recours à des procédures automatisées, d'extraire, conformément aux articles 3 et 5, les données des banques de données centrales relatives aux véhicules et aux permis de conduire en vue d'assurer les tâches suivantes :

- a) Banque de données centrale relative aux véhicules :

Si une demande pour l'immatriculation d'un véhicule est présentée dans le ressort d'une autorité centrale et si ce véhicule a été préalablement immatriculé dans le ressort d'une autre autorité centrale, les données fournies par le requérant doivent être comparées avec celles de la banque de données centrale relative aux véhicules de la Partie sur le territoire de laquelle le véhicule était immatriculé auparavant.

Si les données fournies par le requérant permettent d'établir que le véhicule avait été immatriculé auparavant sur le territoire national d'une autre Partie, les données fournies par

le requérant sont en outre à comparer avec celles de la banque de données centrale relative aux véhicules de cette Partie.

- b) Banque de données centrale relative aux permis de conduire :

Si la délivrance d'un permis de conduire est demandée dans le ressort d'une autorité centrale, celle-ci est autorisée à vérifier, en examinant les données disponibles dans les banques de données centrales relatives aux permis de conduire des autres Parties, si le requérant s'est vu délivrer dans le passé un permis de conduire qui est toujours valable.

La même procédure est d'application si une demande est présentée pour le remplacement ou l'échange d'un permis de conduire qui a été délivré dans le ressort d'une autre autorité centrale.

Si un permis de conduire qui a été délivré dans le ressort d'une autre autorité centrale est présenté auprès d'une autorité centrale aux fins de son enregistrement, une comparaison des données doit avoir lieu avec les données de la banque de données centrale relative aux permis de conduire de la Partie sur le territoire de laquelle le permis de conduire a été délivré.

5. L'article 5 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 5

- 1. Les données suivantes doivent être disponibles en vue d'être récupérées par le biais de la procédure automatisée utilisée par les autorités centrales :
 - a) Banque de données centrale relative aux véhicules :
 - i) marque ;
 - ii) dénomination commerciale ;
 - iii) numéro d'identification du véhicule ;
 - iv) numéro d'immatriculation ;
 - v) date de la première immatriculation ;
 - vi) type de carburant ou source d'énergie ;
 - vii) confirmation de vol du véhicule.
 - b) Banque de données centrale relative aux permis de conduire :
 - i) numéro du permis de conduire ;
 - ii) nom ;
 - iii) autres noms ;
 - iv) date et lieu de naissance ;
 - v) catégories de permis de conduire pour lesquelles une autorisation existe ;
 - vi) indications administratives ou conditions et restrictions sous forme codée ;
 - vii) date de délivrance ;
 - viii) échéance de la validité ;

- ix) indications relatives à l'invalidité ou la suspension d'une catégorie de permis de conduire.
- 2. En supplément aux données visées à l'alinéa (1), d'autres données disponibles de la banque de données centrale relative aux véhicules et de la banque de données centrale relative aux permis de conduire peuvent être mises à disposition en vue d'être récupérées par le biais de la procédure automatisée utilisée par les autorités centrales ; ces données doivent être énumérées dans un document qui, conformément à l'article 19, alinéa (2) sous b), est sujet à l'approbation de l'Assemblée générale.
- 3. Ce document doit uniquement contenir des données nécessaires aux fins de la réalisation des objets définis à l'article 2, alinéa (2), points i) à iii) du Traité.
- 4. Des accords concernant la récupération d'autres données par les autorités centrales dans le cadre de prescriptions nationales ne sont pas affectés.

6. La première phrase de l'article 6 du Traité est modifiée comme suit :

Article 6

Aux fins de la réalisation des objets définis à l'article 2, alinéa (2), points i) à iii), les autorités centrales font le nécessaire, conformément aux prescriptions nationales des Parties, pour que des mesures soient prises pour clarifier la situation avant toute autre démarche administrative, s'il existe des doutes sur la situation réelle ou juridique des véhicules ou des permis de conduire.

[...]

7. L'article 8 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 8

- 1. Les Parties prennent les mesures appropriées pour assurer le respect des dispositions du Traité.
- 2. L'accès direct aux données disponibles en vue de leur récupération dans le cadre du système EUCARIS conformément à l'article 5 est réservé aux autorités centrales des Parties.
- 3. Ces autorités sont responsables, pour compte de leur Partie, de la gestion conforme du système EUCARIS et prennent les mesures appropriées pour assurer le respect des dispositions du Traité.
- 4. Aux fins de la réalisation des objets définis à l'article 2, alinéa (2), points i) à iii), et conformément aux prescriptions nationales des Parties, les autorités administratives compétentes pour l'immatriculation et l'enregistrement de véhicules et pour la délivrance et l'enregistrement de permis de conduire ainsi que

les autorités policières, douanières, judiciaires et de sûreté nationales peuvent consulter les données du système EUCARIS par les autorités centrales. Ces informations ne doivent être communiquées à d'autres entités que dans le strict respect des prescriptions légales nationales de la Partie récupératrice et de la directive 95/46/EC du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, y compris les adaptations existantes ou le remplacement de cette directive.

8. Un nouvel article 8a est inséré :

Article 8a

- 1. L'accès des Parties et des tiers aux données disponibles en vue de leur récupération sur la base d'un acte juridique de l'UE ou d'un accord bilatéral ou multilatéral autre que le présent Traité est réservé aux autorités compétentes dans l'un ou l'autre cas.
- 2. Ces autorités assument la responsabilité, à l'égard des tiers, de la gestion et de l'usage conformes du système EUCARIS.
- 3. Des mesures techniques sous forme de requêtes et d'informations autonomes ainsi que des fonctions spécifiques de l'échange de données pour les différents usages doivent garantir que les autorités des Parties et les tiers ont uniquement accès aux données auxquelles ils sont autorisés en vertu de l'acte juridique de l'UE ou de l'accord bilatéral ou multilatéral respectif.

9. L'article 9 du Traité est supprimé.

10. L'article 10 du Traité est supprimé.

11. L'article 11, alinéa (1) du Traité est modifié comme suit :

Article 11

- 1. Les Parties ne doivent utiliser des données qui sont communiquées dans le cadre de l'EUCARIS qu'aux seules fins de la réalisation des objets définis à l'article 2, alinéa (2), points i) à iii).

12. L'article 12 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 12

Si des données sont échangées entre les autorités centrales dans le cadre de l'EUCARIS, l'autorité centrale ayant communiqué les données doit, sur sa demande, être informée de l'utilisation des données transmises ainsi que des mesures prises consécutivement.

13. L'article 17 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 17

Les autorités centrales doivent s'assurer que des enregistrements soient dressés et que les enregistrements détenus par elles sur les données récupérées auprès des autorités centrales des Parties soient conformes aux prescriptions nationales sur la protection des données.

Ces enregistrements

- 1.doivent comporter la raison de la récupération, des indications détaillées sur les données récupérées ainsi que la date et l'heure des récupérations ;
- 2.ne doivent être utilisées qu'à des fins d'audit ;
- 3.doivent être protégés de façon appropriée contre une utilisation irrégulière et contre toute autre forme d'abus ;
- 4.doivent être supprimés après douze mois ou être traités conformément aux prescriptions légales nationales des Parties relatives à l'archivage et l'effacement d'enregistrements.

14. L'article 18 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 18

Chaque Partie ou chaque tiers respecte le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et les organes communautaires et à la libre circulation de ces données et désigne conformément à la directive 95/46/CE les autorités de contrôle nationales qui sont chargées de surveiller de façon tout à fait indépendante le respect des prescriptions sur la protection des données du Traité. Cet article s'appliquera également lorsque le règlement ou la directive seront modifiés ou remplacés.

Les autorités de contrôle procèdent à une surveillance et à des contrôles indépendants, conformément à leurs prescriptions légales nationales particulières, en vue de garantir que les droits des personnes concernées ne sont pas violés de par la récupération et l'utilisation des données. À ces fins les autorités de surveillance ont accès au système EUCARIS.

15. L'article 19 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 19

- 1.L'Assemblée générale est composée de représentants des Parties et de représentants des tiers. En règle générale, l'Assemblée se réunit une fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent.
- 2.L'Assemblée générale est responsable
 - a)pour la mise en œuvre et l'application conforme des dispositions du Traité ;

- b) pour l'approbation du document visé à l'article 5, alinéa (2), comportant la liste de données qui en plus des données mentionnées à l'article 5, alinéa (1), peuvent être mises à disposition en vue d'être récupérées ;
- c) pour le fonctionnement conforme du système EUCARIS ;
- d) pour toutes les affaires financières relatives à EUCARIS.

L'Assemblée générale peut, pour l'assister dans ses missions, instituer des organismes ou des groupes de travail si elle le juge nécessaire. L'Assemblée générale arrête son règlement intérieur à la majorité des quatre cinquièmes.

- 3. Chaque État dispose d'une voix indépendamment du nombre de délégués que les Parties ou les tiers ont envoyés à l'Assemblée générale et également indépendamment du nombre de liaisons ou de fonctions et usagers.
- 4. Les décisions ou les recommandations concernant le Traité, la liste des données visées à l'article 5, alinéa (2), et le traitement des États qui souhaitent adhérer au Traité, sont réservées aux Parties et requièrent la majorité des quatre cinquièmes, la moitié au moins des Parties étant présentes. L'Assemblée générale arrête dans son règlement intérieur les procédures de vote pour l'ensemble des autres décisions.

16. L'article 20 du Traité est remplacé par le texte suivant :

Article 20

- 1. Les frais relatifs à la gestion et à l'utilisation du système EUCARIS par les Parties et les tiers sur leur territoire national sont à la charge de la Partie concernée, respectivement du tiers concerné.
- 2. Sous réserve de l'assentiment préalable de l'Assemblée générale, les dépenses communes générées par la mise en œuvre du Traité sont supportées par les Parties et les tiers.

Article II

- 1. Le présent protocole est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont à déposer auprès du dépositaire du présent protocole, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.
- 2. Ce protocole entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par le dépositaire du deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation au protocole.

- 3. Pour les Parties contractantes qui déposent leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation au présent protocole après l'entrée en vigueur du protocole, le protocole entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de dépôt auprès du dépositaire.
- 4. Tout État qui adhère au Traité conformément à l'article 24 du Traité après l'entrée en vigueur du présent protocole, adhère au Traité amendé.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

FAIT à Luxembourg le 8 juin 2017 dans les langues allemande, anglaise, française et néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, en un exemplaire original qui est déposé dans les archives du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, qui en remet une copie certifiée à chaque Partie contractante.

Déclaration conjointe

Les États parties au Traité sur un Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire (EUCARIS), signé le 29 juin 2000 à Luxembourg, conviennent d'un commun accord que l'article 1, point 2, l'article 2, paragraphe 2, sous iv), et l'article 8a doivent être interprétés comme permettant l'utilisation du système EUCARIS pour des services fonctionnels concernant l'échange de données relatives à des véhicules ou à des transports, si l'échange automatisé de ces données est autorisé ou obligatoire en vertu de l'acte juridique de l'UE, de l'accord bilatéral ou multilatéral ou de la législation nationale à la base de cet échange.

Assemblée générale d'EUCARIS 2017



Ensemble de données Traité

Introduction

La nouvelle législation européenne et les développements liés en particulier à l'impact des véhicules sur l'environnement entraînent la nécessité d'enregistrer davantage d'informations sur les véhicules et de rendre ces informations disponibles, également lors de la réimmatriculation. En conséquence, EUCARIS Operations a proposé d'étendre le service VHInfo et d'adapter l'ensemble de données lié au traité. Selon le traité, l'extension ne peut être décidée que par les parties au Traité EUCARIS.

Décision

Les parties au Traité EUCARIS présentes à l'assemblée générale de 2017 à Prague ont approuvé la proposition d'extension de l'ensemble de données décrivant les données facultatives échangées dans le cadre du traité EUCARIS (voir article 5, paragraphe 2).

Ensemble de données convenu

Les données obligatoires sont indiquées en gras ; les extensions et modifications convenues sont en rouge.

Les données relatives au permis de conduire n'ont pas été modifiées.

Données du véhicule

N°	Description	Référence 1999/37/CE
1	Numéro d'immatriculation	A
2	Numéro d'identification du véhicule (VIN)	E
3	Date de la première immatriculation (en tout lieu)	B
4	Date d'immatriculation dans l'État membre et/ou date de délivrance du certificat d'immatriculation	I
5	Numéro(s) d'identification du certificat d'immatriculation	
6	Nom du service émetteur du certificat d'immatriculation	
7	Marque	D.1
8	Dénomination commerciale	D.3
9	Catégorie du véhicule	J
10	Réception par type européenne, variante, version	K/D.2
11	Carrosserie	
12	Indication hors route	
13	Couleur(s)	R
14	Masse du véhicule en service	G
15	Masse en charge maximale admissible, masse en charge maximale techniquement admissible	F.2, F.1
16	Masse remorquable	O.1, O.2
17	Nombre d'essieux et masse en charge par essieu ou groupe d'essieux	L, N.1 – N.5
18	Cylindrée du moteur	P.1
19	Puissance nette maximale du moteur	P.2
20	Type de carburant(s) ou source d'énergie du moteur	P.3
21	Vitesse nominale du moteur	P.4

N°	Description	Référence 1999/37/CE
22	Numéro d'identification du moteur	P.5
23	Capacité du réservoir de carburant	W
23a.	Consommation de carburant	
23b	Efficacité énergétique	
24	Vitesse maximale	T
25	Niveau sonore par moteur/carburant	U
26	Empattement	M
26a.	Longueur du véhicule	
26b	Largeur du véhicule	
27	Classe environnementale du véhicule et gaz d'échappement par moteur/carburant	V
27a.	Données relatives aux moteurs électriques	
27b	Données WLTP	
28	Rapport puissance/poids	Q
29	Nombre de places assises et de places debout	S.1, S.2
29a	Nombre de portes	
30	Date du dernier contrôle technique	
31	Échéance de la validité du dernier contrôle technique	
32	Kilométrage	
33	Date de destruction	
34	Entreprise de destruction	
35	Motif de la destruction	
36	Messages concernant le statut du véhicule dans les situations suivantes	
36a	Véhicule volé	

N°	Description	Référence 1999/37/CE
36b	Certificat et/ou plaques d'immatriculation volé(s)	
36c	Véhicule exporté	
36d	Immatriculation du véhicule radiée pour cause de destruction	
36e	Radiation de l'immatriculation du véhicule	
36f	Immatriculation suspendue	
36g	Modification du numéro d'immatriculation	
36h	Véhicule gravement endommagé	
36i	Certificat d'immatriculation volé	
36j	Plaque(s) d'immatriculation volée(s)	
36k	Nouvelle immatriculation bloquée	
37	Données techniques relatives aux tracteurs	
37a	Informations sur les trains de véhicules	
37b	Pneus par essieu	
37c	Masse et châssis à chenilles par train de véhicules	
37d	Prises de force	

Données relatives au permis de conduire

N°	Description	Référence 2006/126/CE
1	Numéro de permis	5
2	Numéro supplémentaire à des fins administratives	4d
3	Date de délivrance	4a
4	Date d'expiration	4b
5	Nom de l'autorité qui délivre le permis	4c

6	Informations sur le conducteur (titulaire) du permis de conduire	
6a	Nom	1
6b	Prénom	2
6c	Sexe	
6d	Date et lieu de naissance	3
6e	Identification personnelle	
7	(sous-)catégorie(s) de véhicules que le titulaire a le droit de conduire	9
7a	Date de première délivrance pour chaque catégorie	10
7b	Date d'expiration de la validité de chaque catégorie	11
7c	Mentions administratives ou restrictives éventuelles, sous forme codifiée	12
7d	Message lorsqu'une catégorie est devenue non valable ou a fait l'objet d'une déchéance	
8	Date d'expiration du CAP	
9	Numéro de carte CAP	
10	Informations mentionnées sur le permis, indispensables pour sa gestion ou relatives à la sécurité routière	13,14
11	Messages concernant le statut du permis de conduire dans les situations suivantes :	
11a	Le permis a expiré	
11b	Le permis a été déclaré perdu ou volé	
11c	Le permis n'est plus valable	
11d	Le permis a fait l'objet d'une déchéance (temporaire) en raison d'une sanction	
11e	Réception d'une demande d'échange de document	
11f	Document échangé	

Etats liés

<u>États liés</u>	<u>Signatures</u> <u>Demande</u> <u>d'adhésion (D)</u>	<u>Date de dépôt de</u> <u>l'instrument de :</u> <u>Ratification (R)</u> <u>Acceptation (A)</u> <u>Approbation (AA)</u> <u>Adhésion (a)</u>	<u>Date de l'entrée</u> <u>en vigueur</u>
Allemagne	8 juin 2017	20 juillet 2020 (R)	1 ^{er} septembre 2020
Belgique	8 juin 2017	12 avril 2021 (R)	1 ^{er} juin 2021
Finlande	1 ^{er} novembre 2018 (D)	22 octobre 2019 (a)	1 ^{er} décembre 2019
Lettonie	8 juin 2017	8 janvier 2018 (R)	1 ^{er} mars 2018
Luxembourg	8 juin 2017	12 juillet 2019 (R)	1 ^{er} septembre 2019
Pays-Bas	8 juin 2017	21 décembre 2017(A)	1 ^{er} mars 2018
Roumanie		5 mars 2020 (A)	1 ^{er} mai 2020
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	8 juin 2017		
Slovaquie	8 juin 2017	9 avril 2019 (R)	1 ^{er} juin 2019

Protocol tot wijziging van het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS)

Preambule

De Staten die Partij zijn bij het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS), ondertekend te Luxemburg op 29 juni 2000,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel I

1. Artikel 1 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 1

In dit Verdrag wordt verstaan onder:

1. „Partij”:

elke Staat die partij is bij het Verdrag, dat wil zeggen zowel verdragsluitende Partijen als Partijen die tot het Verdrag zijn toegetreden;

2. „derde partij”:

elke Staat die geen Partij is zoals omschreven in artikel 1, eerste lid, of een publiek orgaan dat werkzaamheden verricht buiten de rechtsmacht van een Staat, dat gebruikmaakt van EUCARIS voor de uitwisseling van gegevens op grond van EU-wetgeving of een bilaterale of multilaterale overeenkomst;

3. „centrale registratieautoriteiten”:

de autoriteiten van de Partijen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van de centrale registers van voertuigen en rijbewijzen;

4. „nationale voorschriften”:

alle wettelijke en administratieve voorschriften van een Partij voor de tenuitvoerlegging waarvan de centrale registratieautoriteiten van deze Partij geheel of gedeeltelijk verantwoordelijk zijn ten aanzien van:

- a.de vergunningverlening of de registratie van voertuigen; en
- b.de afgifte en registratie van rijbewijzen;

5. „persoonsgegevens”:

alle informatie over een bepaalde of identificeerbare persoon.

2. Artikel 2 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 2

- 1.De centrale registratieautoriteiten worden belast met het opzetten en onderhouden van een gemeenschappelijk systeem voor de uitwisseling van gegevens over voertuigen en rijbewijzen, hierna te noemen het “Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem”, bekend als EUCARIS.

- 2. Het doel van EUCARIS is:
 - i. te verzekeren dat de centrale voertuig- en rijbewijsregisters van de Partijen nauwkeurig en betrouwbaar zijn;
 - ii. bijstand te verlenen bij de preventie, opsporing en vervolging van overtredingen van de wetten van individuele Staten op het gebied van rijbewijzen, voertuigregistratie en van andere fraude en criminaliteit die verband houden met voertuigen;
 - iii. snel informatie uit te wisselen om de doeltreffendheid van administratieve maatregelen van de relevante autoriteiten in overeenstemming met de nationale voorschriften van de Partijen te vergroten; en
 - iv. Partijen of derde partijen ter beschikking te staan die gegevens wensen uit te wisselen op basis van EU-wetgeving of een bilaterale of multilaterale overeenkomst anders dan dit Verdrag.

3. Artikel 3 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 3

In het kader van EUCARIS verlenen de centrale registratieautoriteiten elkaar toegang tot een specifiek gedeelte van de gegevens die zijn opslagen in de centrale voertuig- en rijbewijsregisters van de Partijen.

Hiertoe dient elke centrale registratieautoriteit te beschikken over haar eigen computerapparatuur die door middel van gemeenschappelijke programmatuur toegang mogelijk maakt tot de gegevens van haar eigen centrale voertuig- en rijbewijsregisters ter verwezenlijking van het doel van het Verdrag en toegang geeft tot de gegevens van de centrale voertuig- en rijbewijsregisters van de andere Partijen.

4. Artikel 4 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 4

Teneinde het doel vervat in artikel 2, tweede lid, onder i tot en met iii, te verwezenlijken vragen de centrale autoriteiten door middel van geautomatiseerde procedures de gegevens genoemd in de artikelen 3 en 5 op uit de centrale voertuig- en rijbewijsregisters teneinde de volgende taken te verrichten:

- a. centraal voertuigregister:

Indien een aanvraag wordt ingediend voor registratie van een voertuig binnen het verantwoordelijkheidsgebied van een centrale registratieautoriteit en indien dat voertuig eerder werd geregistreerd in het verantwoordelijkheidsgebied van een andere centrale registratieautoriteit, dient de door de aanvrager verstrekte informatie te worden vergeleken met de informatie uit het centraal voertuigregister van de Partij op wier grondgebied het voertuig reeds eerder werd geregistreerd.

Indien de door de aanvrager verstrekte informatie tot de conclusie leidt dat het voertuig reeds eerder werd geregistreerd op het grondgebied van een andere Partij, dient de door de

aanvrager verstrekte informatie ook te worden vergeleken met de informatie uit het centraal voertuigregister van die Partij.

- b.centraal rijbewijsregister:

Indien een aanvraag voor een rijbewijs wordt ingediend in het verantwoordelijkheidsgebied van een centrale registratieautoriteit, kan die autoriteit door de informatie van de centrale rijbewijsregisters van de andere Partijen te raadplegen, controleren of de aanvrager in het verleden een rijbewijs werd verstrekt dat nog steeds geldig is.

Dezelfde procedure wordt gevolgd indien een aanvraag wordt ingediend voor het vervangen of omwisselen van een rijbewijs dat in het verantwoordelijkheidsgebied van een andere centrale registratieautoriteit is afgegeven.

Indien een rijbewijs dat is afgegeven in het verantwoordelijkheidsgebied van een andere centrale registratieautoriteit voor registratie wordt aangeboden aan een centrale registratieautoriteit, worden de gegevens vergeleken met de informatie van het centrale rijbewijsregister van de Partij op wier grondgebied het rijbewijs werd afgegeven.

5. Artikel 5 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 5

- 1.De volgende gegevens dienen voor het opvragen via de geautomatiseerde procedure van de centrale registratieautoriteiten beschikbaar te zijn:
 - a.centraal voertuigregister:
 - i.merk;
 - ii.handelsbenaming;
 - iii.identificatienummer van het voertuig;
 - iv.registratienummer;
 - v.datum van eerste registratie;
 - vi.type brandstof of aandrijving;
 - vii.status waaruit blijkt dat het voertuig gestolen is.
 - b)centraal rijbewijsregister:
 - i.nummer van het rijbewijs;
 - ii.achternaam van de houder;
 - iii.overige namen van de houder;
 - iv.geboortedatum en -plaats;
 - v.(sub)categorieën van de voertuigen die de houder mag besturen;
 - vi.administratieve notities of beperkingen in gecodeerde vorm;
 - vii.datum van afgifte;
 - viii.vervaldatum;

- ix.status waaruit blijkt dat een categorie is vervallen of dat de houder daartoe niet langer gemachtigd is.
 - 2.Naast de gegevens genoemd in het eerste lid kunnen verdere facultatieve gegevens via een geautomatiseerde procedure toegankelijk worden gemaakt door de centrale registratieautoriteiten voor zowel het centraal voertuigregister als het centraal rijbewijsregister; deze gegevens worden vermeld in een document dat door de Algemene Vergadering dient te worden goedgekeurd in overeenstemming met artikel 19, tweede lid, letter b.
 - 3.Dit document mag uitsluitend de gegevens bevatten die bijdragen aan het doel van dit Verdrag vervat in artikel 2, tweede lid, onder i tot en met iii.
 - 4.Regelingen voor het opvragen van andere informatie door de centrale registratieautoriteiten in het kader van nationale voorschriften blijven onverminderd van kracht.
6. Artikel 6, eerste volzin, van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 6

Teneinde het doel vermeld in artikel 2, tweede lid, onder i tot en met iii, te verwezenlijken dienen de centrale registratieautoriteiten er in overeenstemming met de nationale voorschriften van de Partijen op toe te zien dat maatregelen worden getroffen teneinde de situatie op te helderen voordat verdere administratieve maatregelen worden genomen, indien er twijfel bestaat over de feitelijke omstandigheden of rechtmatigheid van de voertuigen of rijbewijzen.

[...]

7. Artikel 8 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 8

- 1.De Partijen nemen passende maatregelen teneinde te verzekeren dat de bepalingen van het Verdrag worden nageleefd.
- 2.Uitsluitend de centrale registratieautoriteiten van de Partijen hebben rechtstreeks toegang tot de gegevens genoemd in artikel 5.
- 3.Deze autoriteiten zijn namens hun Partij verantwoordelijk voor het correct functioneren van EUCARIS en nemen de passende maatregelen om te verzekeren dat de bepalingen van het Verdrag worden nageleefd.
- 4.Teneinde de in artikel 2, tweede lid, i tot en met iii, vervatte doelen te verwezenlijken en in overeenstemming met de nationale regelgeving van de Partijen, mogen de administratieve autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor het registreren van voertuigen en het afgeven en registreren van rijbewijzen alsmede de nationale politie-, douane-, gerechtelijke- en nationale veiligheidsautoriteiten

via de nationale registratieautoriteiten informatie opvragen uit EUCARIS. Deze informatie mag uitsluitend worden verstrekt aan andere entiteiten in overeenstemming met de bepalingen van de nationale wetgeving van de ontvangende Partij en Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, met inbegrip van wetgeving tot wijziging of vervanging van deze Richtlijn.

8. Er wordt een nieuw artikel 8a toegevoegd:

Artikel 8a

- 1. Toegang voor Partijen en derde partijen voor opvraging van gegevens die reeds uit hoofde van EU-wetgeving of een bilaterale of multilaterale overeenkomst anders dan dit Verdrag zijn opgeslagen is beperkt tot de uit hoofde van die wetgeving of die overeenkomst verantwoordelijke autoriteiten.
- 2. Deze autoriteiten worden geacht verantwoordelijk te zijn voor het correct functioneren en -gebruik van EUCARIS.
- 3. Technische maatregelen in de vorm van zelfstandige vraag- en antwoordberichten en specifieke functies voor de uitwisseling van gegevens voor de verschillende toepassingen dienen te waarborgen dat de autoriteiten van de Partijen en derde partijen uitsluitend toegang krijgen tot gegevens waartoe zij bevoegd zijn uit hoofde van de desbetreffende EU-wetgeving of de relevante bilaterale of multilaterale overeenkomst.

9. Artikel 9 van het Verdrag wordt geschrapt.

10. Artikel 10 van het Verdrag wordt geschrapt.

11. Artikel 11, eerste lid, van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 11

- 1. De Partijen gebruiken de uit hoofde van EUCARIS verzonden informatie uitsluitend ter verwezenlijking van de doelstellingen vervat in artikel 2, tweede lid, onderdelen i tot en met iii.

12. Artikel 12 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 12

Indien uit hoofde van EUCARIS tussen de centrale registratieautoriteiten informatie wordt uitgewisseld, wordt de centrale registratieautoriteit die de informatie verstrekt desgevraagd in kennis gesteld van het beoogde gebruik van de informatie en van de getroffen vervolgmaatregelen.

13. Artikel 17 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 17

De centrale registratieautoriteiten dienen te verzekeren dat er dossiers worden gegenereerd en dat de door hen bewaarde dossiers op basis van informatie die is opgevraagd bij de centrale registratieautoriteiten van de Partijen voldoen aan de nationale vereisten voor gegevensbescherming.

Deze dossiers dienen:

- 1.de reden voor het opvragen, details van de opgevraagde informatie en de datum en het tijdstip waarop deze werd opgevraagd te bevatten;
- 2.uitsluitend te worden gebruikt voor controledoeleinden;
- 3.passend te worden beschermd tegen onjuist gebruik en tegen ander misbruik;
- 4.na twaalf maanden te worden vernietigd of te worden behandeld overeenkomstig de nationale wetgeving van de Partijen inzake de opslag en vernietiging van dossiers.

14. Artikel 18 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 18

Elke Partij of derde partij eerbiedigt Verordening (EG) nr. 45/2001 van het Europees Parlement en van de Raad van 28 december 2000 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door de instellingen en organen van de Gemeenschap en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en wijst conform Richtlijn 95/46/EG de nationale toezichthoudende autoriteiten aan die belast zijn met het volledig onafhankelijk monitoren van de naleving van de bepalingen van het Verdrag inzake de gegevensbescherming. Dit artikel is voorts van toepassing op alle wetgeving tot wijziging of vervanging van deze verordening of richtlijn.

De toezichthoudende autoriteiten oefenen onafhankelijk toezicht en controles uit in overeenstemming met hun specifieke nationale wettelijke voorschriften teneinde te verzekeren dat de rechten van de desbetreffende personen niet worden geschonden door het opvragen en gebruiken van de informatie. Daartoe hebben de toezichthoudende autoriteiten toegang tot EUCARIS.

15. Artikel 19 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 19

- 1.Er wordt een Algemene Vergadering ingesteld bestaande uit vertegenwoordigers van alle Partijen en derde partijen.

De Algemene Vergadering komt jaarlijks in gewone zitting en zo nodig in speciale zitting bijeen.

- 2.De Algemene Vergadering is verantwoordelijk voor:
 - a.de tenuitvoerlegging en de correcte toepassing van de bepalingen van het Verdrag;

- b. goedkeuring van het document genoemd in artikel 5, tweede lid, met de lijst van facultatieve gegevens die beschikbaar zijn voor raadpleging in aanvulling op de gegevens genoemd in artikel 5, eerste lid;
- c. het technisch en operationeel correct functioneren van EUCARIS;
- d. alle financiële aangelegenheden rond EUCARIS.

De Algemene Vergadering kan de hulporganen instellen die zij nodig acht voor haar functioneren.

De Algemene Vergadering neemt haar Reglement van Orde aan met een viervijfdemeerderheid.

- 3. Elke Staat heeft een stem, ongeacht het aantal afgevaardigden dat elke Partij of derde partij naar de Algemene Vergadering afvaardigt en ongeacht het aantal aansluitingen, diensten of gebruikers.
- 4. Besluiten of resoluties over aangelegenheden omtrent het Verdrag, de gegevens genoemd in artikel 5, tweede lid, en verzoeken van Staten om toetreding tot het Verdrag worden uitsluitend aangenomen met een viervijfdemeerderheid, waarbij ten minste de helft van alle Partijen vertegenwoordigd dient te zijn. De Algemene Vergadering stelt de stemprocedure voor alle overige aangelegenheden vast in haar Reglement van Orde.

16. Artikel 20 van het Verdrag wordt vervangen door:

Artikel 20

- 1. De kosten van exploitatie en toepassing van EUCARIS door Partijen en derde partijen op hun grondgebied zijn voor rekening van de betrokken Partij of derde partij, naargelang van het geval.
- 2. Onder voorbehoud van voorafgaande goedkeuring van de Algemene Vergadering komen de gemeenschappelijke kosten in verband met de uitvoering van het Verdrag voor rekening van de Partijen en derde partijen.

Artikel II

- 1. Dit Protocol dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij de Regering van het Groothertogdom Luxemburg die Depositaris is van dit Protocol.
- 2. Dit Protocol treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van ontvangst door de Depositaris van de tweede akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Protocol.

- 3. Voor de verdragsluitende Partijen die hun akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Protocol na de inwerkingtreding ervan nederleggen, treedt het Protocol in werking op de eerste dag van de tweede maand na de datum waarop de akte bij de Depositaris is nedergelegd.
- 4. Elke Staat die in overeenstemming met artikel 24 van het Verdrag tot het Verdrag toetreedt na de inwerkingtreding van dit Protocol, treedt toe tot het gewijzigde Verdrag.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Luxemburg op 8 juni 2017 in de Nederlandse, de Engelse, de Franse en de Duitse taal, waarbij de vier teksten gelijkelijk authentiek zijn, waarvan één origineel dient te worden nedergelegd bij de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, die een gewaarmerkt afschrift hiervan aan elke verdragsluitende Partij stuurt.

Gemeenschappelijke verklaring

De Staten die Partij zijn bij het Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS), ondertekend te Luxemburg op 29 juni 2000, komen gezamenlijk overeen dat artikel 1, punt 2, artikel 2, tweede lid, onder iv, en artikel 8a zodanig worden uitgelegd dat EUCARIS mag worden gebruikt voor functionele diensten inzake de uitwisseling van gegevens met betrekking tot voertuigen of vervoer, indien automatische uitwisseling van de gegevens is toegestaan of verplicht is gesteld in de EU-wetgeving, bilaterale of multilaterale overeenkomst of nationale wetgeving die de grondslag voor deze uitwisseling vormt.



EUCARIS Algemene Vergadering 2017

Gegevensverzameling EUCARIS-verdrag

Inleiding

Nieuwe EU-wetgeving en ontwikkelingen die met name betrekking hebben op de impact van voertuigen op het milieu, leiden ertoe dat er meer voertuiginformatie moet worden geregistreerd en dat deze informatie ook bij een herinschrijving beschikbaar moet worden gesteld. Daarom heeft EUCARIS Operations voorgesteld om de Voertuiginformatiedienst (VHInfo) uit te breiden en de gegevensverzameling aan het Verdrag aan te passen. Volgens het Verdrag kunnen enkel de partijen bij het EUCARIS-Verdrag over de uitbreiding beslissen.

Beslissing

De partijen bij het EUCARIS-Verdrag die op de Algemene Vergadering van 2017 in Praag aanwezig waren, stemden in met de voorgestelde uitbreiding van de gegevensverzameling waarin de facultatieve gegevens die in het kader van het EUCARIS-Verdrag worden uitgewisseld, worden beschreven (zie artikel 5, lid 2).

Overeengekomen gegevensverzameling

Verplichte gegevens zijn vetgedrukt; de overeengekomen uitbreidingen en wijzigingen zijn rood gemarkeerd.
Rijbewijsgegevens werden niet gewijzigd.

Voertuiggegevens

Nr.	Beschrijving	Richtlijn 1999/37/EC
1	Inschrijvingsnummer	A
2	Voertuigidentificatienummer (VIN)	E
3	Datum van eerste inschrijving (waar dan ook)	B
4	Datum van inschrijving in de lidstaat en/of datum van afgifte van het kentekenbewijs	I
5	Identificatienummer(s) van het kentekenbewijs	
6	Naam van de overheidsinstantie die het kentekenbewijs afgeeft	
7	Merk	D.1
8	Handelsnaam	D.3
9	Voertuigcategorie	J
10	Europese typegoedkeuring, variant, versie	K/D.2
11	Carrosserie	
12	Off-road indicatie	
13	Kleur(en)	R
14	Massa van het voertuig in gebruik	G
15	Toelaatbare maximummassa in beladen toestand, technisch toelaatbare maximummassa in beladen toestand	F.2, F.1
16	Getrokken massa van de aanhangwagen	O.1, O.2
17	Aantal assen en beladen massa per as of groep assen	L, N.1 - N.5
18	Motorinhoud	P.1
19	Nettomaximumvermogen van de motor	P.2
20	Motor type brandstoftype(s) of vermogensbron	P.3
21	Nominaal motortoerental	P.4
22	Identificatienummer van de motor	P.5
23	Inhoud van de brandstoftank	W
23a	Brandstofverbruik	

Nr.	Beschrijving	Richtlijn 1999/37/EC
23b	Energie-efficiëntie	
24	Maximumsnelheid	T
25	Geluidsniveau per motor/brandstof	U
26	Wielbasis	M
26a	Voertuiglengte	
26b	Voertuigbreedte	
27	Milieuklasse van het voertuig en uitlaatgassen per motor/brandstof	V
27a	Gegevens met betrekking tot elektromotoren	
27b	WLTP-gegevens	
28	Verhouding vermogen/massa	Q
29	Aantal zit- en staanplaatsen	S.1, S.2
29a	Aantal deuren	
30	Datum laatste technische keuring	
31	Einddatum van de geldigheid van de laatste technische keuring	
32	Kilometerstand	
33	Datum van de sloop	
34	Sloopbedrijf	
35	Reden voor de sloop	
36	Meldingen over de status van het voertuig in de volgende situaties	
36a	Gestolen voertuig	
36b	Gestolen kentekenbewijs en/of kentekenplaten	
36c	Voertuig geëxporteerd	
36d	Voertuig inschrijving geschrapt /geannuleerd ingevolge sloop	
36e	Schrapping of annulatie inschrijving van het voertuig	
36f	Geschorste inschrijving	
36g	Wijziging van het inschrijvingsnummer	
36h	Voertuig zwaar beschadigd	

Nr.	Beschrijving	Richtlijn 1999/37/EC
36i	Gestolen kentekenbewijs	
36j	Gestolen kentekenpla(a)t(en)	
36k	Herinschrijving geblokkeerd	
37	Technische gegevens met betrekking tot trekkers	
37a	Info gelede voertuigen	
37b	Banden per as	
37c	Massa en rupsonderstel per geleed voertuig	
37d	Aftakassen	

Rijbewijsgegevens

Nr.	Beschrijving	Richtlijn 2006/126/EC
1	Nummer van het rijbewijs	5
2	Bijkomend nummer voor administratieve doeleinden	4d
3	Datum van afgifte	4a
4	Vervaldatum	4b
5	Naam van de autoriteit van afgifte	4c
6	Informatie over de bestuurder (houder) van het rijbewijs	
6a	Achternaam	1
6b	Andere na(a)m(en)	2
6c	Geslacht	
6d	Geboortedatum en -plaats	3
6e	Persoonlijke identificatie	
7	(sub)categorie(ën) van het (de) voertuig(en) dat (die) de houder mag besturen	9
7a	Datum van eerste afgifte van elke categorie	10
7b	Vervaldatum van elke categorie	11

7c	Administratieve notities of beperkingen in gecodeerde vorm	12
7d	Status waaruit blijkt dat een categorie is vervallen of dat de houder daartoe niet langer gemachtigd is	
8	Bewijs van vakbekwaamheid vervaldatum	
9	Bewijs van vakbekwaamheid kaartnummer	
10	Informatie die op het rijbewijs wordt vermeld en die essentieel is voor het beheer van het rijbewijs of de verkeersveiligheidsopmerkingen	13,14
11	Meldingen over de status van het rijbewijs in de volgende situaties:	
11a	Rijbewijs is vervallen	
11b	Rijbewijs werd als verloren of gestolen opgegeven	
11c	Rijbewijs is ongeldig geworden	
11d	Rijbewijs (tijdelijk) ingetrokken ingevolge sanctie	
11e	Ontvangst van een aanvraag tot omwisseling van het document	
11f	Omgewisseld document	

Gebonden Staten

<u>Gebonden Staten</u>	<u>Ondertekeningen</u> <u>Aanvraag</u> <u>toetreding (D)</u>	<u>Datum van</u> <u>neerlegging van de</u> <u>akte:</u> <u>Ratificatie (R)</u> <u>Aanvaarding (A)</u> <u>Goedkeuring (AA)</u> <u>Toetreding (a)</u>	<u>Datum van</u> <u>inwerkingtreding</u>
Duitsland	8 juni 2017	20 juli 2020 (R)	1 september 2020
België	8 juni 2017	12 april 2021 (R)	1 juni 2021
Finland	1 november 2018 (D)	22 oktober 2019 (a)	1 december 2019
Letland	8 juni 2017	8 januari 2018 (R)	1 maart 2018
Luxemburg	8 juni 2017	12 juli 2019 (R)	1 september 2019
Nederland	8 juni 2017	21 december 2017(A)	1 maart 2018
Roemenië		5 maart 2020 (A)	1 mei 2020
Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	8 juni 2017		
Slowakije	8 juni 2017	9 april 2019 (R)	1 juni 2019



EUCARIS General Assembly 2017

Data set EUCARIS Treaty

Introduction

New EU legislation and developments especially related to the impact of vehicles on the environment result in the need to register more vehicle information and to make this information available, also at re-registration. Consequently EUCARIS Operations proposed to extend the VHIInfo service and to adapt the data set to the Treaty accordingly. According to the Treaty the extension can be decided by the EUCARIS Treaty Parties only.

Decision

The EUCARIS Treaty Parties present in the General Assembly 2017 in Prague, agreed with the proposed extension of the data set describing the optional data exchanged under the EUCARIS Treaty (see Article 5, paragraph 2).

Agreed Data set

Mandatory data are indicated in bold; the agreed extensions and changes in red
Driving licence data have not been changed.

Vehicle data

Nr	Description	Reference 1999/37/EC
1	Registration number	A
2	Vehicle identification number (VIN)	E
3	Date of first registration (anywhere)	B
4	Date of registration in Member State and/or issue date of registration certificate	I
5	Registration certificate identification number(s)	
6	Name of issuing authority of the registration certificate	
7	Make	D.1
8	Commercial description	D.3
9	Vehicle category	J
10	European type approval, variant, version	K/D.2
11	Bodywork	
12	Off-road indication	
13	Colour(s)	R
14	Mass of the vehicle in service	G
15	Maximum permissible laden mass, maximum technically permissible laden mass	F.2, F.1
16	Towable mass of the trailer	O.1, O.2
17	Number of axles and laden mass per axle or group of axles	L, N.1 – N.5
18	Engine capacity	P.1
19	Engine maximum net power	P.2
20	Engine type of fuel(s) or power source	P.3
21	Engine rated speed	P.4
22	Engine identification number	P.5
23	Fuel tank capacity	W
23a	Fuel consumption	
23b	Energy efficiency	
24	Maximum speed	T
25	Sound level per engine/fuel	U
26	Wheelbase	M
26a	Vehicle length	
26b	Vehicle width	
27	Environmental vehicle category and exhaust emissions per engine/fuel	V
27a	Data related to electric engines	
27b	WLTP data	
28	Power/weight ratio	Q
29	Number of seats and standing places	S.1, S.2
29a	Number of doors	
30	Date of last roadworthiness test	
31	End date of validity of last roadworthiness test	
32	Mileage	
33	Date of destruction	
34	Destruction company	
35	Reason of destruction	
36	Messages about the vehicle status in the following situations	
36a	Vehicle stolen	
36b	Stolen registration certificate and/or plates	
36c	Export Vehicle exported	

Nr	Description	Reference 1999/37/EC
36d	Vehicle scrapped-registration cancelled due to destruction	
36e	Inactive registration Vehicle de-registered	
36f	Suspended registration	
36g	Change of registration number	
36h	Waiting for inspection after accident/damage Vehicle seriously damaged	
36i	Stolen registration certificate	
36j	Stolen registration plate(s)	
36k	Re-registration blocked	
37	Technical data related to tractors	
37a	Track train info	
37b	Tyres per axle	
37c	Mass and crawler undercarriage per track train	
37d	Power take-offs	

Driving licence data

Nr	Description	Reference 2006/126/EC
1	Number of the licence	5
2	Additional number for administrative purposes	4d
3	Date of issue	4a
4	Date of expiry	4b
5	Name of the issuing authority	4c
6	Information about the driver (holder) of the driving licence	
6a	Surname	1
6b	Other name(s)	2
6c	Gender	
6d	Date and place of birth	3
6e	Personal identification	
7	(sub)Category(ies) of vehicle(s) the holder is entitled to drive	9
7a	Date of first issue of each category	10
7b	Date of expiry of each category	11
7c	Administrative remarks or restrictions, in code form	12
7d	Message when a category has become invalid or disqualified	
8	CPC expiration date	
9	CPC card number	
10	Information mentioned on the licence, essential for administering the licence or road safety remarks	13,14
11	Messages about the driving licence status in the following situations:	
11a	Licence has expired	
11b	Licence has been reported lost or stolen	
11c	Licence has become invalid	
11d	Licence (temporarily) disqualified because of sanction	
11e	Application received for exchange of the document	
11f	Document exchanged	